

L'Anjou rouge

Bulletin de la Fédération angevine de la L.C.R. - décembre 2006

✉ lcr49@hotmail.com / 🌐 <http://lcrangers.free.fr/>

☎ 02-41-25-19-10 (téléphone-fax-répondeur)



Continuer la lutte pour une gauche anti-capitaliste !

Jeudi 21 décembre, Olivier Besancenot a appelé la gauche radicale à voter pour une « *politique d'indépendance vis-à-vis du PS* ». La désignation de M.-G. Buffet comme candidate PCF pour 2007 « *était malheureusement prévisible, à aucun moment la direction du PCF n'a imaginé qu'il pouvait y avoir une autre candidature que communiste dans le cadre unitaire* » antilibéral. « *Pas pour des raisons d'égo, mais pour des raisons politiques, la direction du PCF a toujours refusé de perdre le contrôle d'une candidature unitaire qui aurait pu la porter trop à gauche et la couper durablement du Parti socialiste, dont elle a besoin pour les législatives et surtout pour les municipales* ». Désormais, « *le vrai grand débat va réapparaître, notamment entre la direction du PCF et la LCR, sur le fait de savoir si on soutient une gauche plurielle numéro deux, que semble vouloir reconstituer le PS avec ses anciens partenaires* ». Selon le candidat LCR à la présidentielle, « *voter utile à gauche c'est aussi faire le choix à la fois de l'indépendance politique vis-à-vis de la direction du PS et du renouvellement, et puisqu'il y a un risque probablement de la dispersion pour les électeurs de la gauche radicale, nous leur proposons de faire ce choix-là* » et « *de faire entendre la voix d'une autre gauche que celle de Ségolène Royal* ».

Nous savons néanmoins que beaucoup de militants, déçus dans leurs espoirs, gardent un goût amer et renvoient même dos à dos les directions de la LCR et du PCF. Certes, pour la plupart, ils n'ont pas oublié, ni l'annonce "prématurée" de la candidature de Marie-Georges immédiatement après la victoire du 29 mai 2005 (qui déjà introduisait un coin dans l'unité du "Non de Gauche"), ni le ralliement sans gloire des courants de la gauche du PS à l'unité de ce parti, ni les appels répétés et plus qu'ambigus de la direction du PCF à l'unité de « *toute la gauche* », ni le refus par le même PCF de l'unité "antilibérale" aux municipales de Bordeaux contre

Juppé et son alliance avec le PS (que Marie-Georges vint soutenir en personne!)... A Angers, tous ceux qui s'étaient investis dans le Collectif angevin pour le Non de Gauche se souviennent que le PCF49 ne les rejoignit jamais vraiment, au-delà de l'engagement remarquable de ses camarades unitaires. Et ceux qui participèrent au « *Forum unitaire de la gauche antilibérale* » du 31 mai dernier, purent remarquer les appels du pied répétés du PCF-Angers à un PS qui n'était même pas là. Dans les collectifs antilibéraux d'Angers et de Seiches auxquels des militants de la LCR49 ont participé, les camarades du PCF prirent soin d'esquiver la question des rapports avec le PS, en interprétant à leur façon le texte adopté par les collectifs unitaires en septembre (et dont les réelles ambiguïtés avaient motivé le retrait de la majorité de la LCR du collectif national ; elle continua à y être observatrice). Ce désaccord politique a pourtant ressurgi de la pire façon qui soit. Le passage en force de Marie-Georges dans les collectifs unitaires (dans lesquels sont soudain apparus des militants communistes peu habitués à ce type de structure !) était celui de la ligne du PCF, ce que les militants non-PCF ne pouvaient accepter. Mais pour les médias et loin des collectifs, qui n'y verra une simple question de personnes ?

Les dégâts auraient-ils été moindres si la majorité de la LCR avaient continué à mettre sous le boisseau ses désaccords avec les compromis passés entre le Collectif unitaire national et le PCF (tels qu'en septembre) et maintenu sa présence ? La réponse est indécidable et restera de l'appréciation de chacun. Au-delà des péripéties d'une élection (la pire de la 5^e république !), les forces anticapitalistes et antilibérales demeurent, qu'il faut continuer à essayer de rassembler. Le débat doit se poursuivre avec les camarades du PCF afin qu'ils ne rechutent pas dans une Gauche plurielle n°2, avec LO, occupée à cultiver son jardin, avec tous les militants "non-encartés" surtout, afin que tous ensemble nous puissions donner – enfin ! – un réel débouché politique aux luttes sociales et écologistes.

Ne laissons pas Continental fermer Motorola !!!

La production de l'usine Motorola va être arrêtée d'ici 2008. Finis les produits de haute technologie, les régulateurs de vitesse, les calculateurs de moteur, les contrôleurs de direction, les navigateurs électroniques, etc. Fini surtout leur travail pour 330 salarié(e)s. Un premier lot de 40 licencié(e)s est programmé dès septembre 2007. La firme Continental qui, il y a à peine 5 mois, a racheté Motorola a estimé qu'elle avait intérêt à délocaliser entièrement l'ensemble de l'activité. Encore une fois les capitalistes servent la fable de la "concurrence terrible" et de la "pression" toujours plus forte de leurs "clients". A les entendre, ils n'auraient pas d'autre "choix" que de "délocaliser" la production en Chine et en Roumanie. Et demain la firme ressortira la même fable aux travailleurs chinois ou roumains si elle trouve encore moins cher ailleurs... Piètres justifications de l'insoutenable violence patronale.

Un capitalisme prédateur et mortifère

Le capitalisme mondialisé ne se contente plus de simples profits comme ceux qu'il arrachait jusqu'ici aux travailleurs de Motorola. Dans un système guidé par le profit maximum aux actionnaires, les travailleurs ne sont plus que des mouchoirs jetables, interchangeables et mis en concurrence, et la nature - notre bien commun - peut être lacérée et polluée par le transport incessant de marchandises à travers toute la planète. Dans les pays du nord, les services publics sont attaqués en permanence et les dernières protections dont disposent les salarié(e)s sont peu à peu rognées par les contre-réformes libérales ; dans les pays du sud les capitalistes pillent les ressources naturelles ou imposent un pseudo-développement déséquilibré fondé sur la surexploitation des travailleurs et du milieu naturel. Ce que vivent aujourd'hui les travailleurs de Motorola a déjà été vécu des milliers de fois ailleurs. Mais cette fois, ce sont leurs vies qui sont en jeu. L'Anjou in-

dustriel est à nouveau touché au cœur. Après ACT et ses 660 licenciés en 2002, avec Thomson qui prépare une charrette de 250 personnes, en attendant la fonderie APM et ses 150 travailleurs, ou Valéo qui continue à "délocaliser" par petits bouts...



Nos vies valent plus que leurs profits !

Les licenciements ne sont pas une fatalité. Le danger est que les salarié(e)s restent isolés. Mais ceux de Motorola sauront résister s'ils peuvent compter sur une solidarité sans faille des organisations syndicales et politiques et de la population. Un rapport de force doit absolument être construit qui impose par exemple aux élus locaux ou nationaux de s'engager concrètement. Si Continental a touché des subventions, il faut qu'il rembourse. Dans tous les cas, le contrat de travail et le revenu du salarié doivent être garantis. La firme doit assumer les coûts. Contre les patrons licencieurs qui persistent à détruire l'emploi, les pouvoirs publics doivent décider la mise sous tutelle des biens pour protéger l'emploi et l'outil de travail, et favoriser la reprise de la gestion sous le contrôle des collectifs de travailleurs.

THOMSON EN LUTTE : SOLIDARITE !

Environ 300 salariés de l'usine Thomson-Angers ont manifesté mardi 5 décembre, à l'appel des syndicats CGT et de la CFDT, FO s'étant mis aux abonnés absents. Une délégation a été reçue par le maire d'Angers, J.-Claude Antonini et lui a fait part de l'inquiétude des travailleurs du site. En effet, Thomson-Angers (3000 salariés il y a 30 ans) voit ses effectifs fondre régulièrement depuis des années, au fil des externalisations, des départs en retraites non remplacés et du non-réemploi des nombreux intérimaires, les directions successives ayant fait le choix dans un premier temps de délocaliser certaines productions, notamment en Pologne (avant la privatisation), puis (après la

privatisation) de se retirer carrément de la production de téléviseurs grand public pour se développer sur le créneau - jugé plus juteux pour les actionnaires - du service aux entreprises. Aujourd'hui, le site d'Angers ne compte plus que 600 salariés, dont 250 qui doivent partir d'ici juin 2007 (110 préretraites, 40 « transferts » vers A-Novo à Beaucouzé, 20 autres « transferts » vers Veolia, 80 « départs volontaires »...). La direction annonce l'arrivée de nouvelles productions, mais beaucoup pensent qu'elle prépare purement et simplement la fermeture « en douceur » du site.

En tous les cas, la LCR 49 soutient la lutte des salariés de Thomson pour le maintien de leurs emplois.

UN BILAN DU CONGRES DE L'UNION LOCALE CGT D'ANGERS...

Le congrès de l'Union Locale CGT d'Angers s'est tenu les 23 et 24 novembre dernier à la Bourse du travail. Il a été question des problèmes actuels de la métallurgie angevine, avec les plans sociaux annoncés à Bull et à Thomson. Les délégués de Thomson ont tenu à rectifier ce qui avait été rapporté par la presse, qui avait honteusement déformé la situation en mettant sur le compte de la CGT les difficultés de l'entreprise et son opposition au plan de relance. Il est clair que l'entreprise au plus haut niveau cherche à se débarrasser de sa branche téléviseur haut de gamme au profit d'une boîte chargée de la dépecer par la suite. Des motions de soutien aux salariés de Thomson et Bull ont été d'ailleurs votées.

Il a été aussi rappelé qu'une boîte disparue comme ACT comptait encore 4 ex-salariés aux prises avec la justice, qui veut obtenir une condamnation symbolique et exemplaire. Le soutien s'est d'ailleurs manifesté après le congrès, puisqu'un rassemblement était organisé le jeudi 4 décembre pour les soutenir, où l'on a pu voir l'Union Locale se mobiliser devant le palais de justice, avec des délégations du privé mais aussi du public.

La deuxième journée a été l'occasion de débattre de la semaine d'action organisée par la Confédération au mois de décembre. Là, il a été clair que les mots d'ordre confédéraux laissent la base plus que perplexe sur les modalités

de mise en œuvre. Entre les campagnes de renforcement préconisées par la Confédération et la réalité syndicale de la base, il y a loin de la coupe aux lèvres. Bien souvent les sections syndicales, qui parviennent parfois à se développer de façon remarquable dans leur entreprise, comme à Thyssen, ont beaucoup de mal à mobiliser sur les questions interprofessionnelles, non pas par manque de volonté, mais parce que les campagnes proposées sont purement "mécaniques" (cf. le mot d'ordre confédéral du "million d'adhérents"...) sans s'appuyer sur des bases de lutte.

La question ne s'est évidemment pas réglée dans ce congrès, et sans réponse claire, l'UL CGT d'Angers risque d'évoluer encore un moment dans le flou. A noter aussi que le nouveau système de répartition des cotisations, qui vise à priver les syndicats de base de leur autonomie financière au profit des structures confédérales (bonjour le renforcement de la bureaucratie...) passe parfois très mal, notamment dans des syndicats comme ceux de l'Agglo et de la Mairie.

Il est clair qu'une ligne claire manque à la CGT en général, mais aussi dans une certaine mesure à l'UL CGT d'Angers : celle du syndicalisme de lutte que les militants de la LCR défendent dans leurs syndicats et dans leur entreprise, avec tous ceux qui partagent la même vision du syndicalisme.

Contre la loi dite de prévention de la délinquance, la mobilisation continue.

Ces derniers mois ont été agités pour le collectif d'information et d'action contre le tout sécuritaire (CVACTS) du 49. Le projet de loi dit « de prévention de la délinquance » est passé au sénat, avec de nouveaux amendements le durcissant un peu plus, et à l'assemblée comme une lettre à la poste. Il est aujourd'hui en attente de relecture pour le sénat et sera sans doute mis en application avant les échéances présidentielles.

Cette loi est une atteinte aux libertés individuelles et est dénoncée depuis plus de trois ans par les collectifs locaux et par le collectif national unitaire (CNU : www.abri.org/antidelation). Elle n'a rien de préventif puisqu'elle ajoute à l'arsenal répressif en donnant au maire le pouvoir de punir avec par exemple la possibilité d'envoyer en hospitalisation d'office pendant 72 heures toute personne qui « trouble l'ordre public » sur sa commune, et ce sans avis médical et sans définition de la notion quand même très floue du trouble à l'ordre public. Elle préconise aussi un fichage accru des familles de nationalité étran-

gère, des familles ayant des difficultés dans l'éducation des enfants, des familles précaires et des personnes consultant un psychiatre. Cette loi jette les bases d'un contrôle et d'une suspicion généralisés.

C'est donc contre le contrôle social, contre un Etat qui vire totalitaire et pour les solidarités que le CVACTS 49 se mobilise. Une manif a eu lieu le 2 décembre à Angers à l'appel du CNU et une centaine de personnes étaient présentes pour montrer leur désaccord avec le projet.

Des réunions ont lieu chaque semaine pour définir les actions qu'il faut encore mener. Au programme, une **réunion publique** aura lieu courant janvier dans Angers, un **concert** est aussi annoncé peut être en février à Mûrs Erigné et pour l'information dans la rue, un **point info** est tenu tous les samedis après midi à l'angle de la rue Lenepveu et de la place du Ralliement à partir de 14h30 jusqu'au 30 décembre au moins...

Succès du meeting angevin d'Olivier Besancenot

Environ 600 personnes ont assisté lundi 20 novembre à la réunion et au débat de la LCR 49 aux Greniers St Jean, avec Olivier Besancenot, 32 ans, facteur, candidat de la LCR aux élections présidentielles 2007...

Le meeting du 20 novembre organisé par la LCR 49 avec Olivier Besancenot a été un incontestable succès numérique. Presque toutes les 520 chaises installées étaient occupées et plusieurs dizaines de personnes sont restées debout au fond de la magnifique salle des Greniers. Une douzaine de tables de presse étaient tenues par des partis (LCR bien sûr, Alternative Libertaire) ou des associations (Mouvement de la Paix, AFPS, SDN, Survie, Espaces Marx, Nuits bleues, Agir contre le chômage, Collectif pour l'école publique dans les Mauges, Collectif unitaire antilibéral) qui avaient répondu à l'invitation très large (de LO au PCF) de la LCR 49. Après quelques minutes de présentation de la fédération angevine de la LCR, une militante investie dans le collectif contre le tout-sécuritaire a expliqué le sens de la démarche de ce collectif et des actions qu'il menait, notamment contre le projet de loi « relatif à la prévention de la délinquance ». Olivier a pris la suite. En quelques dizaines de minutes, il a vigoureusement dénoncé les effets catastrophiques des politiques libérales tant sur la population que sur l'environnement, et du "tout sécuritaire" prôné par aussi bien par N. Sarkozy que, hélas, par la candidate socialiste... Il a aussi expliqué la position de la LCR vis-à-vis de l'élection présidentielle de 2007 et des collectifs pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes.

Un débat contradictoire de près d'une heure a suivi. La question d'une candidature unitaire à gauche du PS a été évidemment soulevée par plusieurs intervenants, qui ont encouragé la LCR à s'engager pleinement dans les collectifs antilibéraux unitaires afin que la dynamique de cet engagement permette de dépasser les divergences politiques, notamment entre la LCR et le PCF.

Olivier Besancenot a affirmé en revanche que tant que l'attitude d'un tel rassemblement par rapport au PS n'était pas clarifiée, il devait maintenir sa candidature. Il a souligné que, pour le PCF en particulier, il n'existait qu'une seule "gauche". Cela signifie que, pour ce parti, l'alliance avec le PS reste un horizon politique alors que c'est exclu pour la LCR. Pour Olivier, il est vain de croire ou faire croire que l'on pourra convertir Ségolène Royal à l'anti-libéralisme avant le 1^{er} tour des présidentielles... Face à la gauche molle qui - en ne remettant pas en cause le capitalisme - ne pourra que décevoir (et ainsi favoriser le retour de la Droite, voire une nouvelle poussée de l'extrême-droite), il faut une gauche radicale indépendante qui impose un autre rapport de forces et donne un débouché politique aux luttes sociales et écologistes. C'est une illusion de penser - comme le PCF regrette pourtant de l'avoir fait pendant la gauche plurielle de Jospin - que l'on pourrait de l'intérieur d'un gouvernement avec le PS infléchir sa politique. Le social-libéralisme y serait

nécessairement hégémonique. Et c'est pourquoi la LCR propose que les collectifs unitaires affirment clairement le refus de toute alliance parlementaire ou gouvernementale avec la direction du PS, même dans le cas où - à l'instar de François Hollande - elle prétendrait soudain avoir des velléités "antilibérales". Autre chose est de faire front commun dans les luttes, à l'exemple de ce qui s'est passé contre le CPE. Olivier a d'ailleurs fortement regretté que toute la gauche ne soit justement pas retrouvée unie pour défendre les salarié(e)s de de Thomé-Genot dans les Ardennes.

D'autres questions ont porté sur les propositions de la LCR. A un intervenant qui regrettait la "négativité" de son discours, Olivier Besancenot lui a rappelé que sa proposition de services publics étendus (dans le secteur de l'eau par exemple, et à l'échelle européenne) était éminemment "positive" ; de même les propositions pour revenir sur la dégradation de la répartition travail/capital dans le partage des richesses produites. Après une autre intervention doutant du travail fourni par les fonctionnaires et voyant en cela une raison de rejeter le mot d'ordre d'interdiction des licenciements (car il n'y aurait plus moyen de contraindre les gens à travailler !), Olivier Besancenot a mis en garde contre les idées reçues encouragées par la Bourgeoisie sur le mode "diviser pour régner" dans un pays qui comporte 80% de salariés : jeunes/vieux, hommes/femmes, actifs/retraités, privé/public, manuels/intellectuels, etc., et a fait le pari que dans une société de plein emploi l'amour du métier s'épanouirait bien mieux que dans une société de contrainte et de concurrence. A un vieux militant d'extrême-gauche pour qui l'abolition du salariat devrait être la revendication principale de la LCR, il a répondu que cette revendication renvoie à un futur qui doit nécessairement être précédé de revendications transitoires et qu'en tout état de cause, elle n'est guère compréhensible par des travailleurs menacés dans leur emploi. Un militant étudiant a interpellé l'orateur sur la position de la LCR vis à vis de la "décroissance" prônée par plusieurs courants écologistes. Ce à quoi Olivier Besancenot a répondu que le débat - très légitime - sur "croissance ou décroissance" devait se poursuivre en prenant en compte la question centrale de la répartition des richesses. Un militant d'AC est aussi intervenu pour évoquer la dégradation de la situation des chômeurs.

Le meeting a dû s'achever peu après 22h30, car Olivier devait rentrer à Paris (commençant tôt le lendemain matin dans une émission radio, et ce alors qu'il continue à travailler à La Poste). Mais que celles et ceux qui regrettent de ne pas avoir pu intervenir (ou venir), prennent d'ores et déjà rendez-vous pour une autre réunion publique d'Olivier Besancenot, qui devrait avoir lieu à Nantes en mars 2007...